



**PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°63-2022-021

PUBLIÉ LE 3 MARS 2022

# Sommaire

## **63\_Pref\_Préfecture du Puy-de-Dôme / Courrier**

63-2022-02-21-00007 - Arrêté portant subdélégation de signature de Mme ROY-MARCOU Hélène, directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités - Ordonnancement secondaire (4 pages)

Page 3

63\_Pref\_Préfecture du Puy-de-Dôme

63-2022-02-21-00007

Arrêté portant subdélégation de signature de  
Mme ROY-MARCOU Hélène, directrice  
départementale de l'emploi, du travail et des  
solidarités - Ordonnancement secondaire



**ARRÊTE**

**portant subdélégation de signature de Madame Hélène ROY-MARCOU  
Directrice Départementale de l'emploi, du travail et des solidarités**

**au titre des articles 5 et 100 du décret du 29 décembre 1962  
portant règlement général sur la comptabilité publique**

**VU** le code de la santé publique et notamment ses articles R.1421-3 à R.1421-9 ;

**VU** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

**VU** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 ;

**VU** la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985 relative à la prise en charge par l'État, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité et le décret n° 86-1403 du 31 décembre 1986 pris pour son application ;

**VU** la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

**VU** le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

**VU** le décret n° 83-1067 du 8 décembre 1983 relatif aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 modifié relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État ;

**VU** le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

**VU** le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

**VU** le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État et de commissions administratives ;

**VU** l'arrêté interministériel du 23 janvier 2007, portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués au titre du ministère de l'emploi, du logement et de la cohésion sociale ;

**VU** les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués, notamment du 30 décembre 1982 modifié au titre du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale et du ministère de la santé, et du 17 décembre 2007 au titre du ministère de l'immigration, de l'identité nationale et du co-développement ;

**VU** l'arrêté interministériel du 22 mars 2021 portant nomination de madame Hélène ROY-MARCOU en qualité de directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°20210569 du 29 mars 2021 portant organisation de la direction départementale de l'emploi, du travail, et des solidarités du Puy de Dôme ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 20211525 du 6 août 2021 portant délégation de signature au titre des articles 5 et 100 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique à madame Hélène ROY-MARCOU, directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Puy-de-Dôme ;

**VU** l'arrêté du 05 octobre 2021 portant subdélégation de signature de madame Hélène ROY-MARCOU, directrice Départementale de l'emploi, du travail et des solidarités ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La délégation de signature qui est confiée à madame Hélène ROY-MARCOU, directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Puy-de-Dôme, par l'arrêté préfectoral 20211525 en date du 6 août 2021 susvisé, est subdéléguée à :

- Madame Bernadette FOUGEROUSE, directrice adjointe et responsable du département Emploi et solidarités ;
- Monsieur Ali KEBAL, directeur adjoint et responsable du département Travail ;
- Madame Caroline DAMBRUN, responsable du pôle Hébergement logement solidarités ;
- Madame Sophie LEROY, responsable du bureau Protection et droits, du comité médical départemental et de la commission de réforme départementale ;
- Monsieur Olivier LAVAIL, responsable du bureau Accueil, Hébergement, Insertion

pour, d'une part l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement des opérations de dépenses, et d'autre part la réalisation des opérations de recettes relatives aux programmes exécutés à l'échelon départemental, selon les modalités précisées par l'organigramme CHORUS dans la limite de l'arrêté préfectoral susvisé.

**Article 2** : Madame Hélène ROY-MARCOU, directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Puy-de-Dôme, donne délégation à :

- Madame Bernadette FOUGEROUSE, directrice adjointe et responsable du département Emploi et solidarités ;
- Monsieur Ali KEBAL, directeur adjoint et responsable du département Travail ;
- Madame Caroline DAMBRUN, responsable du pôle Hébergement logement solidarités ;
- Madame Sophie LEROY, responsable du bureau Protection et droits, du comité médical départemental et de la commission de réforme départementale ;
- Monsieur Olivier LAVAIL, responsable du bureau Accueil, Hébergement, Insertion

2/3

a effet de valider, dans l'application informatique financière de l'Etat-CHORUS Formulaire, les transactions liées à l'exécution des dépenses et des recettes non fiscales, sur l'ensemble des dossiers rattachés aux unités opérationnelles (UO) et centres prescripteurs.

**Article 3 :** L'arrêté du 05 octobre 2021 portant subdélégation de signature de madame Hélène ROY-MARCOU, directrice Départementale de l'emploi, du travail et des solidarités est abrogé.

**Article 4 :** Madame Hélène ROY-MARCOU, directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Puy-de-Dôme et les agents ainsi désignés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le **21 FEV. 2022**

La directrice départementale  
de l'emploi, du travail et des solidarités



Hélène ROY-MARCOU

#### Voies et délais de recours

*En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.*

*Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.*

*Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.*

*Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.*

*Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.*

**Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>**

